



**OBSERVATOIRE**  
de l'Allemagne

# **RUPTURE STRATÉGIQUE : LA « ZEITENWENDE » REMISE EN QUESTION**

**Jéronimo L. S. Barbin** / Chercheur-doctorant au ZMSBw

Septembre 2022



## PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



**Jérónimo L. S. Barbin** / Chercheur-doctorant au ZMSBw

Franco-allemand, né à Hambourg, Jérónimo L. S. Barbin est chercheur au Centre d'histoire militaire et de sciences sociales de la Bundeswehr (ZMSBw) à Potsdam et doctorant à l'Université de la Bundeswehr à Hambourg. De septembre à décembre 2021, il a été doctorant invité auprès de l'IRSEM à Paris et y est désormais doctorant associé. Ses travaux de recherche portent sur le développement de doctrines de contre-insurrection dans l'armée française et allemande ainsi que sur les politiques de défense et de sécurité françaises, allemandes et européennes. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne représentent pas forcément celles des organismes susmentionnés.

---

## PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE DE L'ALLEMAGNE

L'Observatoire de l'Allemagne cherche à animer les débats et la réflexion en apportant un éclairage aux pouvoirs publics, aux professionnels du secteur privé et au grand public, sur l'évolution de l'Allemagne contemporaine et son impact sur la coopération franco-allemande et l'Union européenne. Il a pour ambition de peser sur les débats publics et d'accompagner les décideurs dans leur compréhension des processus politiques, économiques et sociétaux en Allemagne, par la publication d'analyses et par l'organisation d'évènements.

L'Observatoire veille à faire appel à des contributeurs et intervenants français et allemands, issus d'horizons divers afin d'offrir un regard croisé et original sur les problématiques traitées. Il est co-dirigé par Jacques-Pierre Gougeon, professeur des universités, directeur de recherche à l'IRIS, et Gaspard Schnitzler, chercheur à l'IRIS. Il s'inscrit dans le cadre du Programme Europe, stratégie, sécurité de l'IRIS.



PROGRAMME  
**EUROPE,  
STRATÉGIE &  
SÉCURITÉ**

Le programme Europe, Stratégie, Sécurité s'attache à décrypter les mutations de l'Europe et de son environnement régional sur le plan politique et stratégique. Reconnu pour son expertise tant au niveau national qu'international, l'IRIS est partenaire et coordinateur de projets internationaux avec les principaux centres de recherche en Europe, qui permettent à l'Institut de tisser des liens forts avec les décideurs

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

En attaquant l'Ukraine le 24 février 2022, la Russie a définitivement fait ses adieux à l'architecture de sécurité européenne, dont les principes fondateurs – inscrits dans l'Acte final d'Helsinki de 1975 et dans la Charte de Paris de 1990, ainsi que dans la charte des Nations Unies de 1945 – comprenaient notamment l'inviolabilité des frontières, le non-recours à la violence et l'égalité souveraine des États dans le choix de leurs alliances. Cette manifestation armée de la renaissance de l'impérialisme et du revanchisme russe a bouleversé les certitudes et habitudes sur le continent européen, tout particulièrement en Allemagne, un pays notoirement connu pour son attachement au règlement pacifique des conflits.

Jusqu'au 24 février, sorte de « 11 septembre européen »<sup>1</sup>, le nouveau gouvernement tripartite allemand veillait ainsi scrupuleusement à ne pas froisser Moscou, tout en tentant de faire baisser les tensions par le dialogue. Alors même que plus de 100 000 soldats russes étaient massés le long de la frontière ukrainienne, Berlin refusait l'envoi d'armes à Kiev et bloquait même de telles livraisons par des tiers, en invoquant des « raisons historiques », mettant ainsi en doute son ancrage occidental chez ses partenaires, l'accusant d'hypocrisie<sup>2</sup>. Espérant jusqu'au dernier moment un succès de la diplomatie de la longue table, l'attaque russe et l'escalade des tensions les jours suivants – allant jusqu'à la mise en alerte des forces stratégiques russes – furent vécus comme un véritable choc outre-Rhin et ébranlèrent un bon nombre de certitudes. La peur d'une troisième guerre mondiale et d'une guerre nucléaire, bien ancrée dans l'inconscient collectif allemand depuis la guerre froide, était de retour<sup>3</sup>.

Cette « German Angst »<sup>4</sup> était sans doute aussi la force motrice de la déclaration gouvernementale du Chancelier allemand Olaf Scholz le 27 février 2022, annonçant une panoplie de mesures en réaction au « tournant historique » (« Zeitenwende ») que représentait pour lui l'invasion russe. Au-delà du réajustement des relations politiques et économiques avec la Russie, la pierre angulaire des cinq mesures annoncées fut la livraison d'armes à l'Ukraine et surtout la création d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour la *Bundeswehr* (l'armée nationale allemande). Le budget de la défense devait ainsi atteindre bien plus que les 2% du PIB fixé par l'OTAN, afin « de disposer à terme d'une Bundeswehr performante, ultramoderne et dotée de technologies de pointe qui nous assure une

<sup>1</sup>Fraser Nelson, *Like 9/11, Putin's attack on Ukraine has shattered the West's certainties*, The Telegraph, 24 février 2022.

<sup>2</sup>Clément Daniez, *Pourquoi Berlin bloque les livraisons d'armes à destination de Kiev*, L'Express, 26 janvier 2022; Courrier international, *Vu de Pologne. « De quel côté est l'Allemagne » dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie*, Courrier international 1 février 2022 ; Mathias Brüggman, *Baerbock stößt mit „Nein“ zu Waffenlieferungen auf Unverständnis in der Ukraine*, Handelsblatt 7 février 2022.

<sup>3</sup>DPA, *Die Angst vor dem Dritten Weltkrieg ist zurück. Wie nah kommt uns der Krieg?*, Berliner Kurier 25 février 2022; Christoph Link, *Wie groß ist die Gefahr eines Atomkriegs?*, Stuttgarter Zeitung 25 février 2022.

<sup>4</sup>Cf. Sabine Bode, *Kriegsspuren. Die deutsche Krankheit German Angst*, Stuttgart: Klett-Cotta 2016 ; Olivier Hanse & Marc Lachenay (Dir.), *Le catastrophisme environnemental*, Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande 52/1, janvier-juin 2020.

protection fiable »<sup>5</sup>. Ces mesures furent qualifiées de « revirement complet », voire considérées comme « révolutionnaires » par la presse nationale et internationale<sup>6</sup>.

Cependant, il est une chose d'annoncer des mesures spectaculaires et une autre de les faire appliquer. D'aucuns se souviendront du « Consensus de Munich » de 2014, qui eut des conséquences bien moins importantes qu'annoncées. Le manque de dynamisme dans la réalisation des mesures prises fin février 2022 et l'opposition de certains groupes politiques et sociétaux à l'encontre de ces mesures laissent présager qu'une fois de plus les résultats ne seront pas à la hauteur des ambitions et espérances, freinant *in fine* l'ampleur des mesures annoncées.

## LE « CONSENSUS DE MUNICH » ET SES SUITES

À la Conférence de Munich sur la sécurité en 2014, le Président allemand, Joachim Gauck, plaida avec les ministres des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, et de la Défense, Ursula von der Leyen, pour une implication « plus tôt, avec plus de détermination et de manière plus substantielle » de l'Allemagne à l'internationale, implication qui devra être à la hauteur de ses responsabilités et sans y exclure « par principe » ou « par réflexe » le recours à la force<sup>7</sup>. Ces discours furent déjà compris comme un véritablement revirement, comme un changement de paradigme, répondant aux critiques de ses partenaires contre sa fameuse « culture de la retenue militaire »<sup>8</sup>.

Cependant, mis à part des engagements de la marine allemande pour lutter contre les flux migratoires en Méditerranée, la *Bundeswehr* pris principalement part à trois nouvelles missions depuis 2014 : l'opération EUFOR RCA en République centrafricaine avec 80 soldats de 2014 à 2015 ; l'opération UNMIL au Liberia de 2015 à 2016 avec 3 soldats, dont un général comme commandant adjoint de la force des Nations unies ; et la coalition internationale dans le cadre de l'opération *Inherent Resolve* depuis 2015 avec au maximum 1 200 soldats, principalement engagés dans la formation des forces de sécurité du Kurdistan irakien. S'y ajoutait également un engagement plus substantiel dans le cadre de l'opération MINUSMA au

<sup>5</sup> Gouvernement fédéral, *Déclaration gouvernementale du Chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne Olaf Scholz* 27 février 2022.

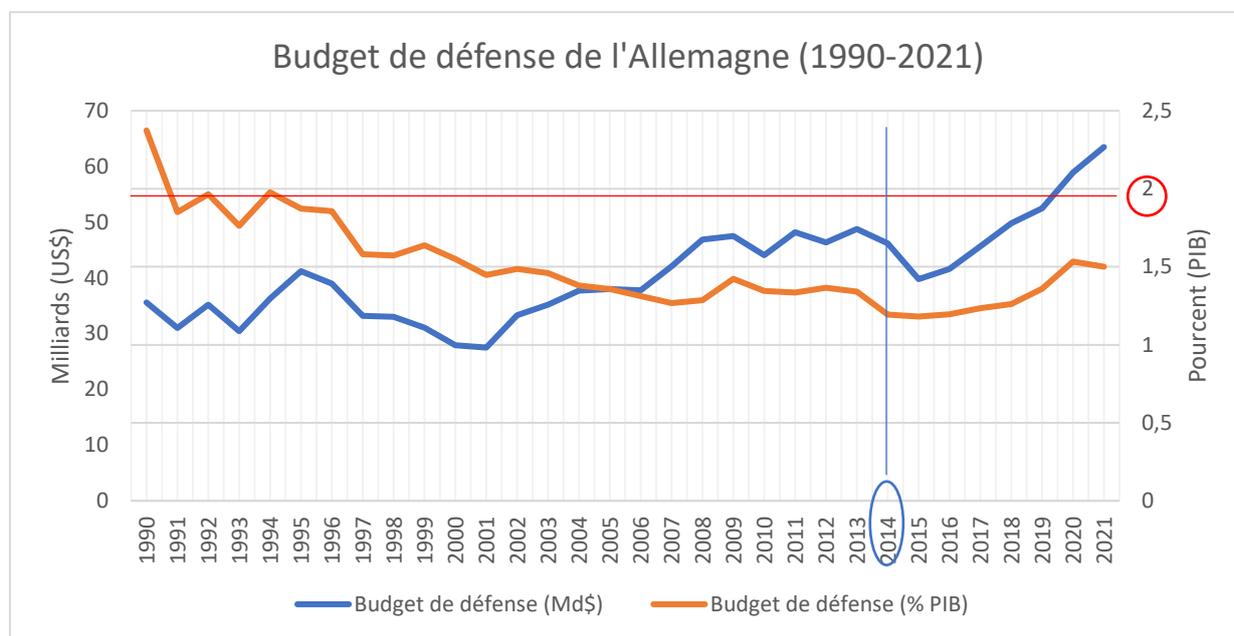
<sup>6</sup> Johannes Leithäuser, *Scholz vollzieht die sicherheitspolitische Wende*, *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 27 février 2022; Thomas Wieder, *Guerre en Ukraine. En Allemagne, la révolution du chancelier Olaf Scholz sur la politique de défense*, *Le Monde* 28 février 2022 ; Jess Rathke, *Putin Accidentally Started a Revolution in Germany*, *Foreign Policy* 27 février 2022.

<sup>7</sup> Nicolas Barotte, *L'Allemagne peut-elle s'impliquer davantage sur la scène internationale ?*, *Le Figaro* (09 février 2014).

<sup>8</sup> Cf. Albrecht von Lucke, *Der nützliche Herr Gauck*, *Blätter für deutsche und internationale Politik* 3 (2014), p. 5-8; Liana Fix & Steven Keil, *Berlin's Foreign Policy Dilemma. A Paradigm Shift in Volatile Times*, *Brookings US-Europe Analysis Series* Nr. 58 (16/02/2017).

Mali dès 2016 ainsi que des prises de responsabilités dans le cadre des mesures de réassurance au profit des pays baltes dès 2017. Dans ces missions, un effort de la part de l'Allemagne fût effectivement palpable, mais celui-ci demeurait encore loin des attentes et peu en phase avec les discours de Munich<sup>9</sup>.

Il en fut de même pour les dépenses militaires, qui connurent certes un renversement de tendance suite à la crise ukrainienne de 2014, mais restèrent également bien en deçà des ambitions et espérances. Alors qu'en chiffres absolus, le budget de la défense connut clairement un fléchissement vers le haut – de 35,9 milliards d'euros (39,8 milliards US\$) en 2015 à 53,2 milliards d'euros (63,5 milliards US\$) en 2021, soit une hausse de près de 63% – celui-ci ne dépassa cependant jamais les 1,5% du PIB sur la période de 2014 à 2021 (cf. diagramme<sup>10</sup>). Le budget de défense resta ainsi bien en dessous de l'objectif convenu par les États membres de l'OTAN lors du sommet du Pays de Galles en 2014, qui consistait à atteindre 2% du PIB jusqu'en 2024. Suite à l'annonce de la chancelière Angela Merkel de ne plus vouloir respecter cet engagement, le plan financier fédéral pour les années 2021-2025 – établi à l'époque par Olaf Scholz, alors ministre des Finances – prévoyait même une baisse constante du budget de la défense jusqu'à 40 milliards d'euros<sup>11</sup>.



<sup>9</sup> Cf. Jana Puglierin, *Rolle rückwärts. Deutschland droht ein sicherheitspolitischer Ansehens- und Vertrauensverlust, Internationale Politik*, Septembre/Oktobre 2018, p. 8-13.

<sup>10</sup> Les chiffres sont issues du « Military Balance » des années 1990 à 2022, rapport annuel sur l'état des capacités militaires à travers le monde, édité par le think tank d'études stratégiques londonien International Institute for Strategic Studies (IIS).

<sup>11</sup> Cf. Reuters, *Merkel will Verteidigungsausgaben nur auf 1,5 Prozent steigern*, FAZ 06 juin 2018; Deutscher Bundestag, *Finanzplan des Bundes 2021 bis 2025*, Drucksache 19/31501, 06 août 2021, p. 15.

## LE « TOURNANT HISTORIQUE » PERD EN PUISSANCE

Le retour d'un conflit armé sur le continent européen par une puissance révisionniste et nucléaire a certes coupé court à la volonté initiale de baisser le budget de défense, mais pas de façon spectaculaire. Le nouveau plan de finances pour les années 2022 à 2026 – décidé le 1<sup>er</sup> juillet 2022, soit bien après avoir constaté la « Zeitenwende » – prévoit uniquement une stabilisation du budget ordinaire de défense autour de 50 milliards d'euros pour les années à venir<sup>12</sup>. Suite à une séance d'ajustement de la commission du budget, les dépenses de défense pour 2022 ont été réévaluées à 50,4 milliards d'euros<sup>13</sup>. Pour 2023, ce budget connaîtra même une légère baisse de 300 millions d'euros, atteignant ainsi 50,1 milliards d'euros, à l'instar des budgets des autres ministères, afin de respecter de nouveau les limites du « frein à la dette » (Schuldenbremse). S'y s'ajouteront cependant l'année prochaine, et ce pour la première fois, les moyens du fonds spécial à hauteur de 8,5 milliards d'euros, qui serviront entre autres au financement des corvettes *K130* et des frégates *F126* de la marine allemande, ainsi que du SCAF<sup>14</sup>.

Toutefois, avec un taux de 1,6% du PIB, l'Allemagne manquera de nouveau l'objectif fixé par l'OTAN, objectif pourtant reconfirmé lors du sommet de Madrid en juin 2022. Elle n'investira donc pas « année après année plus de deux pour cent du produit intérieur brut dans notre défense », comme l'avait pourtant annoncé Olaf Scholz le 27 février. Désormais, l'objectif est d'atteindre, pour les cinq années à venir, une moyenne de 2% du PIB pour les dépenses de défenses<sup>15</sup>.

De plus, les livraisons d'armes de l'Allemagne à l'Ukraine sont depuis plusieurs mois sujettes à discussions<sup>16</sup>. Bien que depuis mars 2022, plus de 13 000 armes antichars de type « Panzerfaust 3 », « Strela » et « Matador » ainsi que 500 lance-missiles sol-air du type

<sup>12</sup> Cf. Bundesministerium der Finanzen, *Haushaltsaufstellung 2023 und Finanzplan des Bundes bis 2026*, 29 juin 2022, p. 25, Anlage 9.

<sup>13</sup> BMVg, *Verteidigungshaushalt in besonderes Zeiten*, 20 mai 2022, URL: <https://www.bmvg.de/de/presse/verteidigungshaushalt-in-besonderen-zeiten-5433076> 25 juillet 2022.

<sup>14</sup> Cf. Deutscher Bundeswehrverband, *Regierung beschließt Haushalt für 2023*, 01 juillet 2022, URL: <https://www.dbwv.de/aktuelle-themen/blickpunkt/beitrag/regierung-beschliesst-haushalt-fuer-2023-lindner-finanzpolitik-in-der-zeitenwende>, 25 juillet /2022).

<sup>15</sup> Cf. BMI (ed.), *Gesetz zur Finanzierung der Bundeswehr und zur Errichtung eines „Sondervermögens Bundeswehr“ und zur Änderung der Bundeshaushaltsordnung*, Bundesgesetzblatt Teil I Nr. 23, 06 juillet 2022.

<sup>16</sup> Il se doit de souligner que la livraison d'armes dans des régions de crises n'est – même s'il reste sujet à controverses en raison de directives gouvernementales semblant contradictoire – ni interdit, ni un tabou politique en Allemagne. D'une part, les restrictions politiques quant à l'exportation d'armes ne s'appliquent pas à des situations couvertes par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, à savoir les cas de légitime défense. D'autre part, les ventes de navires de guerre à l'Égypte, à l'Arabie Saoudite et à Israël, de blindés antiaériens au Qatar, mais surtout les livraisons de fusils d'assaut et de missiles antichar aux Peshmerga démontre bien que l'Allemagne exporte des armements dans des régions de crises.

Cf. BMWK, *Politische Grundsätze der Bundesregierung für den Export von Kriegswaffen und sonstigen Rüstungsgütern*, 26 juin 2019, p. 5, 7 ; Tetyana Klug : Faktencheck. Deutschland liefert doch Waffen in Krisengebiete, Deutsche Welle 07 février 2022.

« Stinger » et des tonnes de munitions ont été livrés à l'Ukraine<sup>17</sup>, le gouvernement allemand s'est vu critiqué à la fois par l'opposition parlementaire et par ses partenaires, en particulier l'Ukraine, pour son manque de détermination et ses tergiversations récurrentes en la matière. Mi-mars, la ministre de la Défense Christine Lambrecht (SPD) annonça d'abord une possible fin des livraisons en raison d'un épuisement des stocks de la *Bundeswehr*<sup>18</sup>, avant de créer une distinction artificielle entre armes soi-disant « défensives », qui pourront être livrées, et « offensives », que le gouvernement n'était pas disposé à livrer<sup>19</sup>. En avril, la discussion politique tourna finalement autour de la question de savoir à partir de quel niveau d'engagement l'Allemagne pourrait être légitimement considérée comme partie belligérante par la Russie et si la livraison d'armes lourdes, désignées comme « offensives », telles que les chars, pourrait représenter un précédent<sup>20</sup>.

Suite à la création du « groupe de contact » par les États-Unis fin avril, ayant pour objectif la coordination de l'aide militaire à l'Ukraine, la ministre de la Défense afficha finalement sa volonté de fournir une cinquantaine de véhicule antiaérien du type « Guepard », dont 12 ont été livrés jusqu'à fin août. Après l'annonce des Pays-Bas de livrer des « Panzerhaubitze 2000 » – un canon automoteur nouvelle génération de production allemande – à l'Ukraine, Berlin examina aussi la possibilité d'en faire de même et décida finalement la livraison de dix modèles. Celle de chars allemands resta cependant exclue, Berlin favorisant leur livraison aux alliées d'Europe de l'Est pour remplacer les anciens chars soviétiques, tels le T-72, que ces anciens membres du pacte de Varsovie livraient à Kiev. L'objectif déclaré de ce soi-disant « Ringtausch » - initié non pas par le gouvernement allemand, mais par trois parlementaires de la coalition lors d'une visite en Pologne<sup>21</sup> - était de faciliter la prise en main du matériel fourni aux soldats ukrainiens, étant donné que celui-ci leur était déjà familier, et de minimiser les besoins logistiques<sup>22</sup>. Cependant, tandis que des centaines de chars ont été cédés à l'Ukraine par la Grèce, la Pologne, la Slovénie et la République tchèque, ceux-ci attendent toujours leur remplacement par des blindés allemands. Certains attendront sans doute encore

<sup>17</sup> Cf. Bundesregierung, *Militärische Unterstützungsleistungen für die Ukraine*, 21 juillet 2022, URL: <https://www.bundesregierung.de/breg-de/themen/krieg-in-der-ukraine/lieferungen-ukraine-2054514>, 25 juillet 2022.

<sup>18</sup> Cf. AFP, *Bundeswehr kann keine weiteren Waffen an Ukraine liefern*, Berliner Zeitung, 18 mars 2022.

<sup>19</sup> Cf. Robin Alexander, Klaus Geiger & Gerhard Hegmann: *Wie Lambrecht Waffenlieferungen für die Ukraine verschleppte*, Die Welt, 30 mars 2022.

<sup>20</sup> Cf. Deutscher Bundestag/Wissenschaftliche Dienste, *Lieferung von « schwere Waffen » an die Ukraine*, WD 2-3000-029/2, 05 mai 2022.

<sup>21</sup> Cf. Morten Freidel & Konrad Schuller, *Hätte, hätte, Panzerkette*, Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung, 31 juillet 2022, p. 1.

<sup>22</sup> Fin mai cependant, alors qu'aucun « Guepard », « Panzerhaubitze » ou autres véhicules blindés allemands n'était encore parvenu jusqu'aux troupes ukrainiennes, la Secrétaire d'État parlementaire du Ministère de la défense Siemtje Möller expliqua les réticences allemandes à livrer des blindés et chars de combats occidentaux directement à Kiev par un accord informel correspondant entre les alliés de l'OTAN – une position démenti la semaine suivante par la cheffe du parti social-démocrate Saskia Esken peu après.

jusqu'à l'année prochaine, notamment en raison des capacités de production limitées de l'industrie de défense allemande<sup>23</sup>.

## UNE OPPOSITION POLITIQUE ET SOCIÉTALE PERSISTANTE

Cette baisse d'enthousiasme pour une hausse des dépenses militaires et de dynamisme dans la livraison d'armes à Kiev peut être liée à un affaissement des peurs et à la prise de conscience des coûts et conséquences d'une confrontation – militaire, mais surtout économique – avec la Russie. Alors que la troisième guerre mondiale n'a pas eu lieu et que la guerre en Ukraine ne fait désormais plus les gros titres des quotidiens et journaux télévisés, le spectre d'un hiver froid suite à une coupure de gaz russe devient de plus en plus pesant. S'élèvent également les voix d'intellectuels, d'universitaires et d'écrivains, qui, par le biais de lettres ouvertes et d'appels à l'argumentation éthique et morale, exhortent le gouvernement allemand à suspendre les livraisons d'armes et à investir plus d'efforts dans une solution diplomatique. À l'instar d'une grande partie de la population allemande, qui n'est pas favorable aux livraisons d'armes à l'Ukraine parce qu'elle craint une expansion du conflit<sup>24</sup>, ceux-ci estiment que l'aide militaire à l'Ukraine ne conduit qu'à une prolongation inutile et désespérée du conflit. La souffrance de la population civile, mais aussi les effets pervers de cette guerre sur les populations des pays du Sud, ne se justifieraient plus et mettraient même en cause la légitimité du gouvernement ukrainien.<sup>25</sup>

Dans la mise en œuvre des mesures annoncées le 27 février, le gouvernement allemand rencontre aussi beaucoup d'obstacles au sein même de sa coalition. De nombreux députés de la coalition n'ont pas apprécié se faire duper par le Chancelier allemand, qui avait seulement prévenu le ministre des Finances Christian Lindner (FDP, Parti libéral démocrate) de son intention de créer un fonds spécial pour rééquiper la *Bundeswehr* et du montant de ce dernier. Cette politique du fait accompli n'était sans doute pas uniquement une conséquence de la détérioration massive et soudaine du contexte sécuritaire. À la vue des programmes

<sup>23</sup> Cf. Florian Gathmann, Matthias Gebauer, Ralf Neukirch & Christian Teevs, *Warum jetzt der Ringtausch stockt*, Der Spiegel, 25 juillet 2022 ; Peter Althaus, *Panzer-Ringtausch mit Polen. Wie Deutschland Partner statt Feinde abschreckt*, Berliner Zeitung, 22 juillet 2022.

<sup>24</sup> N-TV, *Mehrheit hält Deutschland für konzeptlos*, N-TV 06 juillet 2022 ; RND, *Mehrheit der Bürger befürchtet Ausweitung des Krieges – Zustimmung zu Waffenlieferungen sinkt*, RND, 03 mai 2022 ; Marcel Görmann, *Stimmungsbild in Deutschland anders als es scheint*, Der Westen, 28 avril 2022.

<sup>25</sup> Emma, *Lettre ouverte au Chancelier Olaf Scholz*, Emma, 03 mai 2022 ; Zeit, *Waffenstillstand jetzt!*, Zeit 27, 30 juin 2022 ; Wolfgang Merkel, *Die Verantwortung der Demokratien*, Der Tagesspiegel 06, juillet 2022, p. 6.

Pour des points de vue contraire voir :

Zeit, *Offener Brief*, Zeit 19,05 mai 2022 ; FAZ, *Putins Politik nicht belohnen*, FAZ, 14 juillet 2022, p. 8 ; Kyrilo Tkachenko, *Wieso glaubt ihr Deutschen, dass wir Ukrainer den Krieg nicht gewinnen können ?*, Der Spiegel, 25 juillet 2022.

électorales du SPD et des Verts – qui se prononcèrent tous les deux contre l'objectif des 2% – cette démarche était sans doute aussi vue comme un moyen pour surmonter les résistances au sein de ces deux partis. Cette démarche n'a cependant fonctionné qu'en partie au vu de l'opposition d'une bonne partie des députés sociaux-démocrates et verts.

Jessica Rosenthal, présidente des jeunes socialistes (ou « Jusos »), l'organisation de jeunesse du SPD dont font partie 49 des 206 députés sociaux-démocrates, se prononça très tôt contre le fait de « dilapider des milliards supplémentaires dans un trou noir » et contre « un plan de relance pour l'industrie de l'armement »<sup>26</sup>. Le président du groupe parlementaire du SPD, Rolf Mützenich, émit également des interrogations quant au fonds spécial, mentionnant une conception plus large de la notion de sécurité, allant au-delà de la dimension uniquement militaire, tout en affichant un certain scepticisme à l'égard de l'OTAN<sup>27</sup>. Cette conception multidimensionnelle de la sécurité est aussi celle des Verts qui, à l'instar de l'aile gauche des sociaux-démocrates, voient en l'OTAN un vestige d'un temps révolu, voire même un danger pour la paix<sup>28</sup>. En conséquence, le parti avait souhaité que les 100 milliards ne profitent pas uniquement aux armées, mais également à la sécurité civile, énergétique et cyber ainsi qu'à l'aide au développement et à l'humanitaire<sup>29</sup>. Si le fonds spécial, inscrit dans la constitution allemande début juin, ne profitera finalement qu'à la *Bundeswehr*, c'est aussi en raison des partis de l'Union (CDU/CSU, Union chrétienne-démocrate) qui menaçaient de ne pas fournir les voix nécessaires pour atteindre une majorité des deux tiers nécessaires à toute révision constitutionnelle.

## CONCLUSION

*In fine*, la « Zeitenwende » ressemblera sans doute moins à une rupture stratégique qu'au compromis habituel entre exigences et attentes internationales d'un côté et réticences nationales de l'autre. Ce compromis est le produit typique des principes de coalition (« Koalitionsprinzip ») et d'autonomie des ministères (« Ressortprinzip »), qui gouvernent le processus décisionnel allemand. Ces principes participent certes à la stabilisation du système politique allemand, mais compliquent également tout bouleversement en fragmentant les responsabilités politiques et en affaiblissant la compétence directive du chancelier (« Richtlinienkompetenz »).

<sup>26</sup> Cf. Moritz Eichhorn, *Neue Zeiten, alte Gräben*, Berliner Zeitung 05-06 mars 2022, p. 6.

<sup>27</sup> Cf. Christoph Hickmann, *Am Ende der Gewissheiten*, Der Spiegel 21-20 mai 2022, p. 28-31 ; Stefan Reinecke & Tobias Schulze, *Die NATO bietet keine Garantie*, TAZ, 12 janvier 2022.

<sup>28</sup> Cf. Florian Gathmann et al., *Der Milliarden-Kampf*, Der Spiegel 30 mai 2022 ; Grüne Jugend, *Selbstverständnis und Grundsätze der Grünen Jugend* 24 octobre 2010) p. 53.

<sup>29</sup> Cf. Constanze von Bullion, Paul-Anton Krüger, Robert Roßmann & Mike Szymanski, *Die Grünen haben so gut wie nichts bekommen*, Süddeutsche Zeitung, 31 mai 2022.

La création du fonds spécial n'est en revanche pas le fruit d'une vision stratégique, mais l'aveu d'un échec politique ainsi que le résultat de dizaines d'années de politique de rigueur et d'ajustement budgétaire aux dépens de la défense nationale. Les baisses consécutives du budget de la défense et le manque de détermination à réinvestir substantiellement la défense après 2014 ont non seulement conduit à une nécessité criante de réajustement des structures et de la disponibilité opérationnelle de la *Bundeswehr*, mais également à une industrie de défense qui n'a plus les capacités de production suffisantes pour faire face à l'explosion de la demande nationale et internationale.

Se pose enfin la question de savoir quel sera l'effet de la guerre en Ukraine sur la posture militaire allemande et sur son engagement à l'international. Alors qu'après 2014, l'Allemagne avait souhaité maintenir un certain équilibre entre défense nationale et collective d'un côté, et engagement dans la gestion de crises à l'international de l'autre, il est moins certain que cet équilibrisme réussisse à nouveau. D'une part, parce que les ressources matérielles et humaines de la *Bundeswehr* ainsi que les ambitions politiques sont sans doute trop limitées pour s'engager à la fois substantiellement dans la dissuasion conventionnelle sur le continent européen et dans la stabilisation des pays en crises.<sup>30</sup> Il se pourrait ainsi que le « tournant historique » marque un retour en arrière au temps de la guerre froide, lorsque la mission de l'armée allemande consistait essentiellement à défendre le continent européen face à une attaque conventionnelle. D'autre part, parce que suite au probable blocage du Conseil de sécurité de l'ONU par la Russie pour les années à venir, il manquera à l'Allemagne un pilier essentiel pour son engagement à l'international, ce qui réduira massivement ses options de recours à la force. Enfin, avec l'évolution de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, qui a récemment conféré à l'Union européenne le statut de « système de sécurité mutuelle collective »<sup>31</sup>, au même titre que les Nations unies et l'OTAN, l'évolution stratégique de l'Allemagne, qui souhaite être et rester un allié fiable et solidaire, dépendra en grande partie de la trajectoire future de ces deux organisations.

<sup>30</sup> Alors qu'elle souhaite atteindre des effectifs à hauteur de 203 000 soldats, la *Bundeswehr* peine depuis des années à dépasser les 183 000. En juin 2022, l'armée allemande ne comprenait que 182 058 soldats, son plus bas niveau depuis septembre 2019.

Cf. BMVg: Personalzahlen der Bundeswehr (30/06/2022), <https://www.bundeswehr.de/de/ueber-die-bundeswehr/zahlen-daten-fakten/personalzahlen-bundeswehr>;

<sup>31</sup> « Die Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts ist [...] nicht dahingehend zu verstehen, dass die Europäische Union grundsätzlich nicht als System im Sinne von Art. 24 Abs. 2 GG eingeordnet werden kann. Vielmehr ist es zumindest vertretbar, die Europäische Union als ein System gegenseitiger kollektiver Sicherheit anzusehen. Ein Streitkräfteeinsatz auf der Grundlage der Beistandsklausel des Art. 42 Abs. 7 EUV ist verfassungsrechtlich dem Grunde nach jedenfalls nicht ausgeschlossen. » Bundesverfassungsgericht, *Organstreitverfahren gegen den « Anti-IS-Einsatz » erfolglos*, Pressemitteilung Nr. 65/2019, 10 octobre 2019.

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
EUROPE,  
STRATÉGIE &  
SÉCURITÉ



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.